

*Annexe***Chronologie économique****2002****Juillet**

Le gouvernement conclut la plus grosse opération de privatisation en cédant une participation de 49 % dans la compagnie gazière *Slovenský Plynárenský Priemysel* à un consortium regroupant les sociétés allemande *Ruhrigas*, française *GdF* et russe *Gazprom*.

Le groupe allemand *Allianz* acquiert la première compagnie d'assurances slovaque, *Slovenská Poistovna*, après accord de l'autorité antimonopole.

**Août**

Le gouvernement approuve une hausse de 13 pour cent du salaire minimum, applicable à partir d'octobre 2002.

**Septembre**

Les élections générales conduisent à la formation d'un gouvernement de coalition quadripartite de centre-droit avec M. Mikulas Dzurinda comme Premier ministre.

Le Bureau antimonopole approuve la vente d'une participation de 49 % dans les compagnies régionales de distribution d'électricité *Zapadoslovenska Energetika* (ZSE), *Vychodoslovenska Energetika* (VSE), *Stredoslovenska Energetika* (SEE) respectivement à l'entreprise allemande *E.ON Energie*, à l'entreprise allemande *RWE Plus* et à l'entreprise française *EdF*.

**Octobre**

Libéralisation du marché de l'électricité, qui permet aux grandes entreprises consommatrices d'acheter de l'électricité à l'étranger.

La Banque nationale de Slovaquie abaisse de 8.25 à 8.0 pour cent son taux de stérilisation à deux semaines.

**Novembre**

Les agences de notation *Moody's* et *Fitch* réévaluent les perspectives des obligations en devises à long terme de la Slovaquie de « Baa3 » à « A3 » et de « BB+ » à « BBB- » respectivement.

Le Parlement approuve la réduction de 23 à 20 pour cent du taux de base de la TVA et un relèvement du taux inférieur de 10 à 14 pour cent. Il approuve aussi une augmentation des accises sur le tabac et les produits du tabac.

La Banque nationale de Slovaquie réduit ses taux d'intérêt directeurs de 150 points de base.

### **Décembre**

L'Office des télécommunications émet une licence pour l'exploitation d'un réseau de câble sans fil via MMDS en faveur de *Satro*, qui devient un concurrent du principal câblo-opérateur, *UPC Slovensko*.

Le service de notation de *Standard & Poor's* relève de « BBB- » à « BBB » sa note pour les emprunts en devises à long terme de la République slovaque.

## **2003**

### **Janvier**

Forte augmentation des prix administrés pour le gaz naturel, le chauffage, l'électricité, le logement, les transports, l'eau et les services d'assainissement.

La bonification du taux hypothécaire est ramenée de 4.5 à 2.5 pour cent.

Le groupe français *PSA Peugeot Citroën* annonce sa décision de construire une nouvelle usine de montage en Slovaquie pour un coût d'environ 700 millions d'euros. L'usine sera opérationnelle en 2006, aura une capacité annuelle de 300 000 véhicules et emploiera 3 500 personnes.

Les salariés de la compagnie nationale de chemins de fer se mettent en grève pour protester contre la suppression annoncée du transport de voyageurs sur 25 lignes régionales et contre les licenciements associés.

### **Février**

Le Parlement approuve la suppression du ministère des Privatizations, qui prendra effet en avril 2003.

### **Mars**

Création de *Bratislavská Regionálna Kolajova Spolonost* (BRKS), première compagnie ferroviaire régionale en Slovaquie, qui exploitera initialement deux lignes.

La Bourse des valeurs de Bratislava suspend à deux reprises la cotation des actions de *Slovnaft*, premier raffineur de pétrole en Slovaquie, en raison de soupçons de manipulation du marché en prévision de la reprise de la société par le groupe hongrois MOL.

Le Conseil de la télévision slovaque approuve une nouvelle structure de programmation et d'organisation pour la télévision slovaque de service public (STV), avec une réduction des effectifs de 60 pour cent d'ici 2003.

L'agence internationale de notation *Fitch* relève de « BBB- » à « BBB » la note des emprunts en devises à long terme de la République slovaque.

**Avril**

Le Parlement approuve une réduction de 20 à 15 pour cent de l'aide publique à l'épargne pour la construction privée de logements, avec effet en janvier 2004.

**Mai**

Lors d'un référendum sur l'entrée de la Slovaquie dans l'Union européenne, 92.5 pour cent des votants ont appuyé l'adhésion à l'UE. La participation atteint 52 pour cent.

Le Parlement approuve un Code du travail révisé qui porte de 150 à 250 heures par an le nombre d'heures supplémentaires que les salariés peuvent effectuer et qui institue de nouvelles formes d'emplois à temps partiel pouvant atteindre 20 heures par semaine, ces dispositions prenant effet en juillet 2003.

Le Parlement adopte une révision de la loi sur les télécommunications qui a pour effet de dégroupier les boucles locales, de modifier la procédure de délivrance de licences et de renforcer les pouvoirs de l'organisme de régulation du marché, à savoir le Bureau des télécommunications.

La banque autrichienne Meindl Bank prend une participation majoritaire dans Banka Slovakia.

**Juin**

La Banque mondiale approuve un Projet de gestion des finances publiques de 5 millions d'euros qui vise à appuyer la stratégie de réforme des finances publiques de la Slovaquie.

**Juillet**

La Slovaquie adhère à l'Accord sur la zone économique européenne.

**Août**

Relèvement des accises sur le tabac, la bière et les huiles minérales.

**Septembre**

La Banque mondiale approuve deux prêts au titre de la réforme du secteur de la santé, pour un total de 66 millions d'euros.

La Banque nationale de Slovaquie réduit ses taux d'intérêt directeurs de 25 points de base.

La Confédération des syndicats (KOZ) organise une grève générale nationale d'une heure pour appuyer ses revendications concernant les augmentations de salaire et la réforme des retraites.

**Octobre**

Le gouvernement décide d'augmenter le salaire minimum de 9 pour cent à partir d'octobre 2003. En outre, les représentants du gouvernement et la Confédération des syndicats (KOZ) signent une convention collective dans le service public. Ce document prévoit une majoration de 7 pour cent des salaires du secteur public à compter d'août 2004.

Le gouvernement approuve un projet de loi sur les retraites qui prévoit la création d'un deuxième pilier capitalisé. Le nouveau système sera obligatoire pour les entrants sur le marché du travail, tandis que les salariés actuels pourront choisir entre le nouveau régime et le système par répartition en place.

### **Novembre**

La Commission européenne publie un rapport d'évaluation complet sur les travaux préparatoires de la Slovaquie en vue de l'adhésion à l'UE, d'où il ressort que la Slovaquie a atteint un degré élevé d'alignement sur les acquis communautaires dans la plupart des secteurs d'action. Toutefois, le rapport avertit que la Slovaquie doit prendre des mesures immédiates et décisives pour régler quatre questions concernant la concurrence et l'agriculture si elle veut être prête à la date d'adhésion.

Le Parlement approuve un projet de loi sur les bureaux régionaux et de district, qui supprime la totalité des 79 bureaux de district existants. À compter de janvier 2004, ils seront remplacés par 50 bureaux de zone, contrôlés par 8 bureaux régionaux.

Le Parlement approuve la loi sur le financement des écoles élémentaires et secondaires et des installations scolaires qui, à compter de janvier 2004, instaure un nouveau modèle de financement prenant en compte le nombre d'élèves ainsi que la taille et la catégorie de l'établissement.

## Bibliographie

- Agence nationale pour le développement des petites et moyennes entreprises (2002), *State of Small and Medium Enterprises in the Slovak Republic*, NARMSP, Bratislava.
- Allan, W. et T. Parry (2003), « Fiscal Transparency in EU Accession Countries: Progress and Future Challenges », *IMF Working Paper*, n° WP/03/163.
- Banque mondiale (2001), *Slovak Republic: Living Standards, Employment and Labor Market Study*. Report n° 22351 – SK. Banque mondiale, Washington, D.C.
- Banque mondiale (2001), *Slovak Republic: Living Standards, Employment and Labor Market Study*: n° 22351.
- Banque mondiale (2002), *Slovak Republic: Development Policy Review: Summary Report Volume I*.
- Banque mondiale (2002), *Slovak Republic: Development Policy Review: Summary Report Volume II*.
- Barosová, M. et al (2002), *EIRO comparative study on collective bargaining coverage and extension procedures – report on Slovakia*, European Industrial Relations Observatory, Vienna.
- Bella, T. et M. Ďurkovič (2003), « The Internet and New Information and Communication Technologies », *Slovakia 2002: A Global Report on the State of Society*, Institut des affaires publiques, Bratislava.
- Bleaney, M. et al. (2001), « Testing the endogenous growth model: public expenditure, taxation, and growth over the long run », *Canadian Journal of Economics*, vol. 34, n° 1.
- Corricelli, F. et V. Erolani (2002), « Cyclical and structural deficits on the road to accession: fiscal rules for an enlarged European Union », *Transition Economics Discussion Paper Series*, n° 3672, Centre for Economic Policy Research, Londres.
- Diamond, J. (2002), « Performance Budgeting – Is Accrual Accounting Required? », *IMF Working Paper*, n° WP/02/240.
- Diamond, J. (2003), « From Program to Performance Budgeting: The Challenge for Emerging Market Economies », *IMF Working Paper*, n° WP/03/169.
- Fajnzylber, P., W.F. Maloney (2001), « How Comparable are Labor Demand Elasticities across Countries », *World Banking Working Paper*.
- FMI (2003), « Slovak Republic – Staff Report for the 2003 Article IV Consultation », 8 juillet 2003.
- Förster, M. et M. Pellizzari (2000), « Trends and driving factors in income distribution and poverty in the OECD area » *OCDE Labour Market and Social Policy Occasional Papers*, n° 42, Paris.
- Giavazzi, F. et M. Pagano, « *Can Severe Fiscal Contractions Be Expansionary? Tales of Two Small European Countries* », Università di Bologna, CEPR, et NBER/Università Di Napoli et CEPR.

- Gleich, H. (2003), « Budget institutions and fiscal performance in central and eastern European countries », Working Paper Series, n° 215, Banque centrale européenne, Francfort.
- Gouvernement de la République slovaque (2002), « Priority vlády SR vo vzťahu k rómskym komunitám na rok 2002 », Bratislava.
- Hamermesh, D.S. (1993), *Labor Demand*, ISBN 0-691-02587-8, Princeton University Press, New Jersey.
- Heritage Foundation (2003), *Index of Economic Freedom*, The Heritage Foundation, Washington, D.C.
- Institute for Management Development (2003), *IMD World Competitiveness Yearbook 2003*, IMD, Lausanne.
- Jean-Jacques Dethier (2001), « Effectiveness of Decentralization in Hungary and Slovak Republic », *document non publié*.
- Jesuit, D. et T. Smeeding (2002), « Poverty and income distribution », *Luxembourg Income Study Working Paper*, n° 293, janvier.
- Kuijs, L. (2002), « Monetary Policy Transmission Mechanisms and Inflation in the Slovak Republic », *IMF Working Paper*, n° WP/02/80.
- Ministère du Travail, des Affaires sociales et de la Famille (2003), *Návrh stratégie podpory rastu zamestnanosti prostredníctvom zmien sociálneho systému a trhu práce*, Bratislava.
- Ministère des Transports, des Postes et des Télécommunications de la République slovaque (2000), « Updating, Referring and Specification », *Principles of the State Transport Policy of the Slovak Republic*, Bratislava, janvier.
- OCDE (2000), *Études économiques : Hongrie*, OCDE, Paris.
- OCDE (2002), *Études économiques : République slovaque*, OCDE, Paris.
- OCDE (2003), *Études économiques : République tchèque*, OCDE, Paris.
- OCDE (2003a), *Perspectives des communications*, OCDE, Paris.
- OCDE (2003b), *Regards sur l'éducation*, OCDE, Paris.
- OCDE (2003c), *Panorama de la société : Les indicateurs sociaux de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE-SIGMA (Soutien à l'amélioration des institutions publiques et des systèmes de gestion) (2003), « SIGMA Peer Assistance to the Public Internal Financial Control System in the Slovak Republic », *Short SIGMA Paper*, octobre 2002 – février 2003, OCDE-SIGMA.
- OCDE, Comité des politiques de développement territorial (2003), « Territorial Review of the Vienna-Bratislava Region », OCDE.
- PAS (2002), *Business Environment Report: Slovak Republic 2002*, PAS Business Alliance of Slovakia, Bratislava.
- Procházka R., B. Jablonka, D. Lipšic, V. Pirošik et E. Valko (2003), « Rule of Law, Legislation and Law Application », *Slovakia 2002: A Global Report on the State of Society*, Institut des affaires publiques, Bratislava.
- Sabol, T. et A. Hošková, 2003, « Foreign Direct Investment in the Slovak Economy and its Influence on the Business Sector » BIATEC XI, Banque nationale de Slovaquie, Bratislava, pp. 19-22.
- Toth, J. et A. Chudik (2002), « What is the consequence of 14 %+ public wage growth in 2002? », *Slovak and Inflation Wage Models: Economics Paper*, n° 1, ING Bank N.V., Londres.

- Vaňo, B. (2001), *The Demographic Characteristics of Roma Population in Slovakia*. Infostat, Bratislava.
- Vaňo, B. (2002), *Projection of Roma Population in Slovakia until 2025*. Infostat, Bratislava.
- Vašečka, M. et I. Radičová (2002), « Social exclusion and double marginalization of the Roma in the Slovak Republic after 1989 », in B. Funke et L. Pizzati, dir. de publ., *Labor, Employment, and Social Policies in the EU Enlargement Process*, Banque mondiale, Washington, D.C.
- Vašečka, M. (2003), « Roma », *Slovakia 2002: A Global Report on the State of Society*, Institut des affaires publiques, Bratislava.
- Whelan, K. (1999), « Tax incentives, material inputs and the supply curve for capital equipment », *Finance and Economics Discussion Series*, n° 1999-21, Conseil de la Réserve fédérale, Washington, D.C.
- Zemanovičová, D. et E. Sičáková-Beblavá (2003), « Transparency and Corruption », *Slovakia 2002: A Global Report on the State of Society*, Institut des affaires publiques, Bratislava.

# Table des matières

<b>Évaluation et recommandations</b>	9
<b>I. Vue d'ensemble de la conjoncture économique et des enjeux de l'action publique</b>	25
Une croissance forte alimentée par l'investissement direct étranger	25
Un taux d'emploi faible, un chômage élevé	31
Une économie duale et un secteur à la traîne	32
Les perspectives d'évolution	40
Les enjeux de l'action publique	41
<b>II. Politique macroéconomique</b>	45
Politique monétaire et politique de taux de change	45
Assainissement des finances publiques	53
<b>III. Rationaliser les dépenses publiques</b>	63
L'évolution suivie par les dépenses publiques depuis la transition n'est pas viable	63
Le nouveau système de gestion budgétaire	83
Recommandations	99
<b>IV. Réformes structurelles pour la création d'entreprises et d'emplois</b>	103
Marchés des produits	111
Marchés financiers	124
Les carences du marché du travail	129
Problèmes de développement durable	143
Notes	165
Bibliographie	175
<i>Annexes</i> : Chronologie économique	178



## Encadrés

1. Un chômage de longue durée lié à l'offre ou à la demande ?	33
2. Trois scénarios de croissance	42
3. Coûts et avantages d'un respect rapide des critères de Maastricht pour l'entrée dans la zone euro	54
4. Le programme de réformes fiscales de 2004	59

5.	Calendrier d'établissement du budget 2004	76
6.	La mise en place difficile d'un Trésor public	81
7.	Comment le produit des privatisations est-il utilisé ?	83
8.	Planification à moyen terme des investissements en infrastructures routières	86
9.	La décentralisation	92
10.	Recommandations relatives à la réforme du secteur public	100
11.	Perceptions du public à l'égard de la corruption	113
12.	Amélioration du régime des faillites	115
13.	La réforme du Code du travail	136
14.	La nouvelle stratégie pour l'emploi	138
15.	Le problème des Roms	144
16.	L'intégration des politiques concernant les différents domaines du développement durable	146

### Tableaux

1.	Produit intérieur brut trimestriel	26
2.	Balance des opérations courantes et balance des paiements	29
3.	Ventilation sectorielle du PIB	30
4.	Sociétés financières rentables et non rentables	38
5.	Coûts totaux de main-d'œuvre selon le régime de propriété	39
6.	Évolution des salaires	40
7.	Programme monétaire de la Banque nationale de Slovaquie	46
8.	Monnaie et crédit	50
9.	Comptes des administrations publiques	58
10.	Ratios salaire/pension	67
11.	Prix de l'énergie	69
12.	Tarifs résidentiels des services d'utilité publique	69
13.	Évolution de la demande de transport	70
14.	Évolution de la demande de services d'enseignement primaire et secondaire	71
15.	Coûts des établissements d'enseignement	72
16.	Équilibrage potentiel des prix dans le secteur de la santé	73
17.	Efficacité du système judiciaire : comparaison internationale	73
18.	Dépenses publiques : prévisions et résultats	74
19.	Rapports périodiques sur le budget	77
20.	Dettes officielles et montant total des engagements publics	82
21.	Mise en œuvre des Recommandations de l'OCDE	104
22.	Indicateurs de l'environnement économique	111
23.	Entrées d'investissements directs étrangers	118
24.	Banques : principaux indicateurs	124
25.	Emploi salarié par secteur	131
26.	Bénéficiaires de prestations par dispositif de garantie de ressources	133
27.	Taux de cotisation aux divers régimes de sécurité sociale	137
28.	Principaux indicateurs : changements climatiques	148
29.	Émissions de GES et indicateurs sectoriels	149
30.	Principaux indicateurs : pollution atmosphérique	154
31.	Indicateurs de résultats : revenu de retraite durable	159

**Graphiques**

1.	Résultats macroéconomiques	27
2.	Des résultats à l'exportation qui s'améliorent	28
3.	Potentiel de croissance et écart de production	30
4.	Les deux déterminants du PIB par habitant	31
5.	Services privés et travail indépendant	32
6.	L'importance croissante du secteur financé par l'IDE	35
7.	Rentabilités des différents secteurs	36
8.	Distribution cumulée de l'emploi selon la part des salaires dans la valeur ajoutée, en 2000	37
9.	Taux de change nominaux	48
10.	Évolution des taux d'intérêt	49
11.	Conditions monétaires	51
12.	Soldes budgétaires des administrations publiques après la transition	57
13.	Classification économique des dépenses publiques	64
14.	Classification fonctionnelle des dépenses publiques	65
15.	Revenu par habitant et dépenses publiques dans les pays de l'OCDE	66
16.	Emploi et salaires dans le secteur public	68
17.	L'inertie des principales catégories de dépenses	75
18.	Tarifs des télécommunications	119
19.	Coûts et diffusion de l'accès à l'Internet	120
20.	Tarifs de l'énergie	122
21.	Prêts bancaires par secteur	126
22.	Indicateurs du marché du travail par âge et sexe	130
23.	Structure du chômage	132
24.	Niveaux d'études	141
25.	Résultats scolaires des Roms et du reste de la population	143
26.	Prix de l'énergie en République slovaque	151
27.	Émission de polluants atmosphériques : Objectifs pour 2010 de la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontalière à longue distance	155
28.	Solde financier du régime public de retraite rapporté au PIB, 2000-2050	158

## STATISTIQUES DE BASE DE LA RÉPUBLIQUE SLOVAQUE (2002)

### LE PAYS

Superficie (km <sup>2</sup> )	49 035	Villes principales (nombre d'habitants)	
Superficie agricole(km <sup>2</sup> )	24 440	(fin 2001)	
		Bratislava	428 094
		Kosice	236 036
		Presov	92 720
		Nitra	87 308

### LA POPULATION

Population (en milliers)	5 379
Nombre d'habitants par km <sup>2</sup>	110
Accroissement annuel de la population (1990-2002, en pourcentage)	0.1
Taux de mortalité infantile (pour mille naissances viables, 2000)	8.6
Espérance de vie à la naissance (2000) : Hommes	69.2
Femmes	77.4
Chômage recensé, pourcentage de la population active	18.0
Chômage mesuré par l'enquête sur le marché du travail (pourcentage de la population active)	18.5
Emploi mesuré par l'enquête sur le marché du travail (en milliers)	2 127

### PRODUCTION

PIB (en milliards de SKK)	1 096.4
PIB par habitant (en dollars EU au taux de change du marché)	4 406
Formation brute de capital (en pourcentage du PIB)	29.8

### LE GOUVERNEMENT

En pourcentage du PIB		Composition du Parlement de la République slovaque (élections de septembre 2002) :	
Recettes de l'État	43.6	Mouvement pour une Slovaquie démocratique	35
Dépenses de l'État	50.8	Union démocratique	
Dette publique	38.2	et chrétienne de la Slovaquie	27
Dette extérieure officielle	15.3	SMER	24
		Coalition hongroise	20
		Mouvement démocratique chrétien	15
		Alliance du nouveau citoyen	14
		Parti communiste slovaque	11

### LE COMMERCE EXTÉRIEUR

Exportations de biens et services, % du PIB	71.8	Importations de biens et services, % du PIB	78.9
Principales exportations, % du total		Principales importations, % du total	
Machines et matériel de transport	39.6	Machines et matériel de transport	38.2
Produits manufacturés	41.0	Produits manufacturés	28.8
Produits chimiques	6.9	Produits chimiques	10.7
Autres	12.5	Autres	22.3

### LA MONNAIE

Unité monétaire : couronne slovaque	
Unité monétaire par dollar EU (moyenne)	
Année 2002	45.3
Décembre 2003	33.5

*Cette étude est publiée sous la responsabilité du Comité d'examen des situations économiques et des problèmes de développement, qui est chargé de l'examen de la situation économique des pays membres.*

•

*La situation économique et les politiques de la République slovaque ont été évaluées par le Comité le 24 novembre 2003. Le projet de rapport a ensuite été révisé à la lumière de la discussion et finalement approuvé par le Comité plénier le 16 décembre 2003.*

•

*Le projet de rapport du Secrétariat a été établi pour le Comité par Rauf Gönenç, Peter Walkenhorst et Jaromir Cekota sous la direction de Yutaka Imai.*

•

*L'étude précédente de la République slovaque a été publiée en juin 2002.*